La Russie de Poutine n'est pas prête pour la paix

Une société mobilisée contre l'Occident ?

Des inflexions tactiques ne doivent pas masquer le maintien des objectifs stratégiques du Kremlin : durer et avancer sur le terrain militaire. L'état de l'économie et de la société russes le confortent : dans l'ensemble, la société tient et cristallise un sentiment croissant de rejet d'un Occident vu comme agressivement anti-russe.

Plus de trois ans après l'invasion de l'Ukraine, Vladimir Poutine n'entend pas abandonner ses objectifs stratégiques, clairement énoncés dans de multiples déclarations. « Pays-frère » et « ennemi à démilitariser et à dénazifier » à la fois, l'Ukraine doit se soumettre à la volonté du Kremlin. Le retour de Trump au pouvoir semble offrir au président russe une chance d'y parvenir : celui qui en cent jours de présidence a porté un réel préjudice à l'influence internationale de Washington et à l'unité transatlantique, a affiché une surprenante proximité avec le Kremlin. Vladimir Poutine peut dès lors demeurer intransigeant, tout en gardant les faveurs de Trump grâce à quelques signes de bonne volonté, tout en avançant sur le terrain militaire. Cette avancée est pourtant très lente (la Russie contrôle environ 20 % du territoire ukrainien) et s'accompagne de lourdes pertes humaines. Le Kremlin les justifie en établissant une continuité entre la Seconde Guerre mondiale et la guerre d'Ukraine : héritiers de la victoire, les Russes reprendraient leur juste combat contre des nazis appuyés par une Europe complaisante et décadente. L'idée d'une guerre contre les pays de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), nouveau foyer de nazisme, fait ainsi son chemin.

La parade militaire du 80e anniversaire de la victoire dans la Grande Guerre Patriotique a conforté le Kremlin : plus d'une vingtaine de chefs d'État, de gouvernement et d'organisations internationales étaient présents à Moscou, une présence loin d'être anodine dans le contexte de guerre. Treize pays, dont la Chine, ont même fait défiler des troupes sur la place Rouge – la présence du président chinois en invité d'honneur signalant clairement que toute tentative d'enfoncer un coin entre la Russie et la Chine (« Kissinger inversé ») était vouée à l'échec. L'économie russe reste résiliente, même si ses fragilités sont importantes. Et si la majorité de la population (61 % en mai 2025) préfère la négociation et l'arrêt de la guerre, c'est bien aux conditions russes. Nul facteur interne ou externe n'incite

aujourd'hui le président russe à revoir ses ambitions, et la guerre risque de durer parallèlement à une négociation chaotique, tant que l'Ukraine aura les moyens humains et militaires de résister.

Les fragilités économiques s'accentuent début 2025

En 2024, l'économie russe a affiché 4,3 % de croissance, grâce – pour l'essentiel – au « keynésianisme militaire », autrement dit aux investissements massifs de l'État dans le complexe militaro-industriel, à de généreux paiements de soldes et de primes aux volontaires allant au front, et à la hausse de transferts sociaux alimentant la consommation des ménages. Ce modèle a pourtant des limites. Le Fonds de bien-être national, tirelire qui a permis de financer la dépense militaire (entre 6 et 8 % du produit intérieur brut en 2025), est bien entamé. Le taux directeur de la Banque centrale (20 %) introduit pour juguler l'inflation (10 %) entrave gravement la capacité d'emprunt et d'investissement des entreprises. Le ministère des Finances a révisé à la baisse sa prévision de croissance pour 2025, et à la hausse celle du déficit budgétaire. La production industrielle des secteurs civils et la consommation ralentissent fortement sur le premier trimestre 2025. Tandis que d'autres facteurs, comme un déficit de cadres qualifiés, impactent sérieusement le marché du travail dans tous les secteurs, contribuant à l'inflation par l'augmentation des salaires. D'aucuns voient une « stagflation » (combinaison d'une croissance basse et d'une inflation haute), voire une récession, se profiler à l'horizon.

La situation est loin d'être critique et son évolution dépendra de deux facteurs. Tout d'abord du prix du pétrole, dont l'économie russe reste très dépendante – les recettes d'hydrocarbures représentent 40 % du budget et 70 % des exportations russes. Après être passés sous la barre des 60 dollars le baril en mars, les prix du pétrole se sont stabilisés, mais ils restent dépendants de la politique de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP+), qui a décidé de lever les contraintes sur les volumes de production à l'été 2025, ainsi que de la politique douanière de l'administration Trump, qui risque d'entraîner un ralentissement de l'économie mondiale. Les sanctions européennes menaçant la « flotte fantôme » russe qui contourne les restrictions sur les importations de pétrole risquent dès lors de n'avoir qu'un impact limité : si le prix du pétrole passe en dessous du *price cap* (60 dollars le baril), les Russes pourront simplement affréter les tankers officiels.

Deuxième facteur d'incertitude : une éventuelle décision du Kremlin d'augmenter les dépenses militaires pour garantir une percée du front. Le gouvernement russe cherche des ressources internes en haussant impôts et taxes. Les marchés russes ont pourtant manifesté quelque espoir en février après l'appel téléphonique entre Trump et Poutine : les valeurs boursières ont augmenté et le cours du rouble s'est renforcé. Mais les considérations économiques n'influeront pas sur les décisions géopolitiques de Vladimir Poutine, comme le montre le choix même de l'invasion de février 2022.

© Dunod – Toute reproduction non autorisée est un délit.

La population souhaite la paix, mais aux conditions russes

Dans les sondages, tant le soutien à la guerre que la popularité de Vladimir Poutine restent très élevés depuis le début de l'« opération militaire spéciale », fluctuant entre 70 et 80 %. Les Russes anti-guerre sont réduits au silence par la crainte des répressions ou poussés à l'exil. Depuis le début de la guerre, on recense 1 229 poursuites judiciaires pour des positions anti-guerre. Plus de 950 personnes physiques et morales ont été affublées du titre d'« agents de l'étranger », et 225 organisations étrangères ou internationales déclarées « indésirables », ce qui, de fait, les empêche de poursuivre leurs activités. Les Russes pro-guerre sont bien plus audibles dans l'espace public : volontaires ou sous incitation de l'État, environ 40 % des Russes participent aujourd'hui à des activités bénévoles (récolte de fonds, aide humanitaire) en soutien aux soldats du front[1]. Une société civile nouvelle émerge ainsi en Russie, loyale à la politique du Kremlin.

Entre les deux extrémités du spectre, les réactions sont complexes. Nombre de ceux qui soutiennent verbalement la guerre ne souhaitent pas que leurs proches soient mobilisés. À l'inverse, la part de ceux qui souhaitent la négociation chute dès qu'il est question de restituer à l'Ukraine les territoires occupés ou de régler des réparations. La majorité des Russes s'est adaptée à cette guerre, a appris à vivre repliée sur la vie personnelle et professionnelle, la guerre n'étant qu'un bruit de fond. Se répand une certaine distanciation vis-à-vis de la chose politique – une position de « petit homme » ne décidant de rien et ne pouvant donc être tenu pour responsable de rien… Nombre de Russes ont même vu s'améliorer leur situation financière grâce aux « dividendes de la guerre », alors que le pouvoir d'achat se dégrade pour d'autres – mais cet appauvrissement, progressif, ménage le temps de l'adaptation et ne provoque pas de mécontentement visible. Même l'énorme taux d'attrition de l'armée russe au front ne provoque pas de contestations : les soldes et les bonus élevés versés aux volontaires, combinés au discours sur le devoir patriotique des hommes ont changé la perception par l'opinion publique de ces « nouveaux mercenaires ».

Une partie de plus en plus large des Russes (42 % en mai 2025) estime même que l'État devrait interdire toute expression déloyale en temps de guerre[2]. L'incursion ukrainienne sur Koursk, qui a entraîné le recours à des troupes nord-coréennes, et les frappes de drones dans la profondeur du territoire russe n'ont pas réussi à déstabiliser l'opinion russe, mais plutôt alimenté la rancune à l'égard des Ukrainiens, contribuant *a posteriori* à justifier une guerre présentée par le Kremlin comme nécessaire et préventive. Beaucoup craignent les conséquences possibles d'une défaite : déstabilisation intérieure, affaiblissement de la Russie face à l'Occident… Puisant dans les pratiques soviétiques, la militarisation de la société russe s'affirme dès l'école primaire et la réhabilitation de Staline est en marche : fin avril 2025, l'aéroport de Volgograd a retrouvé le nom de Stalingrad, et en mai un bas-relief à son effigie a été restauré dans une station de métro du centre de Moscou.

1. D. Volkov, « Tri goda voennyh dejsvij » [Trois ans de guerre], Centre Levada, 21 mars 2025.
2. Sondage du Centre Levada, 20 mai 2025.

Poutine maintient un cap maximaliste

Loin d'être dupes des difficultés économiques qui se profilent, les élites se refusent à contester la politique du Kremlin : par conviction, par peur, par devoir patriotique ou encore par absence d'alternative, les sanctions occidentales individuelles ne leur laissant pas de choix. En dehors de l'entourage proche de Poutine, ni les élites ni la population n'influencent la prise de décision, elles choisissent une stratégie d'adaptation à la nouvelle donne, en essayant d'en tirer quelque profit. Certains signaux indirects laissent pourtant entendre que les élites économiques et les technocrates auraient préféré profiter des opportunités offertes par l'administration Trump de mettre fin à la guerre tout en sauvant la face. Alexandre Douguine (philosophe et idéologue de l'eurasisme) a ainsi cru nécessaire de mettre en garde cette partie des élites qui n'aurait pas compris le caractère irréversible des conséquences de l'« opération militaire spéciale » et continuerait à suivre l'agenda libéral et globaliste[3]. En avril 2025, le ministre Sergueï Lavrov est allé dans le même sens, évoquant l'existence d'une « cinquième colonne » parmi les fonctionnaires qui n'attendraient que le retour à la normale avec l'Occident au détriment de la souveraineté russe.

À court terme, nul facteur interne ne peut défier la politique du Kremlin, dont la souplesse tactique pour garder les faveurs de Trump ne doit pas masquer l'intransigeance. Poutine pense pouvoir tenir plus dans la durée qu'une Ukraine affaiblie, qu'une Europe désunie ou qu'un Trump impatient et volatil. Appelée à effrayer les Européens, la doctrine militaire russe a été révisée en septembre 2024, avec une baisse du seuil d'emploi de l'arme nucléaire. Les sanctions, l'autorisation par l'administration Biden en novembre 2024 de frappes en profondeur, les propositions européennes d'envoi de troupes au sol, toutes ces décisions sont interprétées comme traduisant des volontés belliqueuses, renforçant l'image d'un Occident qui veut l'affaiblissement, voire l'effondrement de la Russie.

***

Paradoxalement, la guerre a prolongé la durée de vie du régime Poutine, en renforçant cette image d'un Occident russophobe dont le modèle même est désormais rejeté. Un sondage récent est fort éloquent : les Russes interrogés choisiraient à part presque égales pour l'avenir du pays le régime soviétique (37 %) ou actuel (41 %), seuls 6 % souhaitant que la démocratie et le libéralisme s'installent en Russie[4].

T. K.-J.

Pour en savoir plus

- A. Kolesnikov, « Russia's False Euphoria: Trump's Outreach to Putin Has Shifted Russian Opinion – but Failed to End the War », *Foreign Affairs*, 9 mai 2025.
- M. Laruelle, *Ideology and Meaning-Making under the Putin Regime*, Stanford, Stanford University Press, 2025.
- J. Lough, V. Pastukhov, E. Paneyakh et N. Petrov, « Putin's Dilemma: War or Peace? », NEST Centre, février 2025.

3. Interview d'Alexandre Dougine, *EurAsiaDaily*, 22 janvier 2025.
4. Sondage du Centre Levada, 10 avril 2025.

© Dunod – Toute reproduction non autorisée est un délit.